

Coopération pour les eaux internationales en Afrique

CIWA 2.0

Promouvoir une gestion concertée des
eaux transfrontalières en Afrique



LA BANQUE MONDIALE
IBRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

© 2025 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale
1818 H Street NW, Washington, DC 20433.
Téléphone : +1 (202)-473-1000 ;
Internet : www.worldbank.org

Droits et autorisations

Le contenu du présent ouvrage fait l'objet d'un dépôt légal. La Banque mondiale encourage la diffusion de ses études et autorise la reproduction partielle ou intégrale à des fins non commerciales du présent ouvrage, à condition d'en mentionner la source.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, notamment sur les droits dérivés, s'adresser à World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington DC 20433, États-Unis ; fax : +1 (202) 522-2422 ; courriel : pubrights@worldbank.org.

Photographies

Page de couverture : Des hommes traversent un pont à Mulanje, dans le sud du Malawi, près de la frontière avec le Mozambique. Crédit : Équipe du RCRP, Banque mondiale

Table des matières

Une décennie de coopération pour un développement climato-résilient	1
• Impact de CIWA	4
• Examen à mi-parcours 2022	5
CIWA 2.0	6
• Ce qui ne change pas	6
• Six façons dont CIWA évolue	7

Liste des figures

Figures	
Figure 1 : Théorie du changement de CIWA, 2017	2
Figure 2 : Trajectoires de CIWA menant à des résultats	8
Figure 3 : Théorie du changement de CIWA 2.0	10
Tableaux	
Tableau 1 : Cadre de résultats de CIWA, 2017	3

Une décennie de coopération pour un développement climato-résilient

La solution aux problèmes régionaux et à leurs causes passe par la mise en place d'une coopération régionale. Ceci est particulièrement vrai dans le domaine des eaux transfrontalières que se partage un grand nombre de pays.

En 2011, les pays d'Afrique subsaharienne et les partenaires de développement se sont réunis dans le but de favoriser une coopération accrue entre les nations partageant des eaux transfrontalières. Le programme de Coopération pour les eaux internationales en Afrique (CIWA) a été conçu comme un fonds fiduciaire multi-donateurs¹ géré par la Banque mondiale.

CIWA a été établi² en vue de promouvoir la coopération, de protéger la biodiversité, d'aider les pays en proie aux conflits et à la fragilité, et d'encourager la résilience climatique pour assurer une prospérité et une croissance partagées. Il y parvient en mettant l'accent sur trois piliers, connus comme les trois « I » de CIWA : l'information — pour comprendre les risques, prendre de meilleures décisions et surveiller l'état des ressources ; les institutions — pour instaurer un climat de confiance, coordonner les activités de planification et gérer les ressources partagées ; et les investissements (anciennement « infrastructures ») — pour gérer les bassins versants, mettre en valeur les eaux souterraines et renforcer les capacités de stockage.

Information : CIWA favorise le partage des données, des connaissances et des outils d'analyse permettant une prise de décision rapide, transparente et bénéfique à l'échelle régionale, ainsi que la mise en place de plateformes d'information performantes pour la gestion des risques et des ressources en eau.

Institutions : CIWA contribue au renforcement d'institutions régionales adaptables assurant des services de gestion des ressources en eau aux pays en proie à un changement climatique et à une variabilité météorologique de plus en plus marqués. Des institutions performantes donnent aux pays riverains les moyens de gérer les risques communs et de tirer parti des avantages de la coopération.

Investissements : CIWA catalyse les investissements en renforçant les capacités techniques et de mobilisation des ressources, en favorisant une planification concertée des investissements et en encourageant la participation inclusive des parties prenantes de manière à améliorer et à promouvoir des projets régionaux équitables. Les investissements régionaux génèrent des avantages socio-économiques et contribuent à la réduction de la pauvreté.

CIWA aide les pays riverains à s'attaquer aux obstacles à une gestion et à une mise en valeur concertées des ressources en eau afin d'exploiter les possibilités d'assurer une croissance durable, à l'épreuve des aléas climatiques. En encourageant les pays à collaborer au partage d'informations, au renforcement des institutions et à la promotion d'investissements durables, le programme leur permet d'utiliser leurs ressources en eau transfrontalières de manière plus productive et équitable, de protéger les populations et les biens contre les chocs liés à l'eau et de veiller à la pérennité de cette ressource. Ses investissements favorisent la croissance économique en créant des emplois et en améliorant les moyens de subsistance, tandis que son assistance technique contribue à renforcer la gouvernance et les politiques liées aux ressources en eau, ce qui participe à la mise en place des conditions nécessaires à un développement durable et à la création d'emplois supplémentaires.

L'adoption d'une démarche concertée de gestion des risques communs et de partage équitable des avantages socio-économiques offre aux pays la possibilité de réduire les conflits liés aux ressources et de renforcer l'intégration régionale, ce qui contribue à promouvoir une croissance économique durable, à réduire la pauvreté et à renforcer la résilience face au changement climatique. CIWA dispose de trois moyens pour accomplir sa mission : i) des opérations de longue durée en collaboration avec les bassins prioritaires pour concourir au renforcement d'éléments fondamentaux comme les données, les accords, les institutions et les plans opérationnels et d'investissement ; ii) des activités de collaboration stratégiques qui lui permettent de contribuer à des projets ayant un fort impact grâce à ses travaux d'analyses, ses activités de renforcement des capacités et à son assistance technique ; et iii) des initiatives de production et de gestion des connaissances pour établir des bases factuelles plus solides à l'appui de la gestion des eaux internationales.

¹ Les partenaires contributeurs comprennent l'Agence danoise de développement international (DANIDA), la Commission européenne, l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD), l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Asdi), le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, ainsi que le ministère du Développement international (DFID) et le ministère des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement (FCDO) du Royaume-Uni.

² Le programme CIWA succède au Fonds fiduciaire du bassin du Nil.

Les résultats attendus à l'échelle régionale comprennent une réduction des risques de conflits liés aux ressources, un renforcement de la coopération, une intégration économique accrue, une utilisation plus durable et plus équitable des ressources en eau afin de répondre aux besoins des populations et des entreprises, ainsi qu'une plus grande résilience face aux inondations, aux sécheresses et aux autres dommages liés à l'eau.

La théorie du changement (figure 1) et le cadre de résultats (tableau 1) de CIWA mis en place en 2017 mettaient l'accent sur les trois I de CIWA (investissement, information, infrastructure) et sur la réalisation de l'objectif de développement du programme.

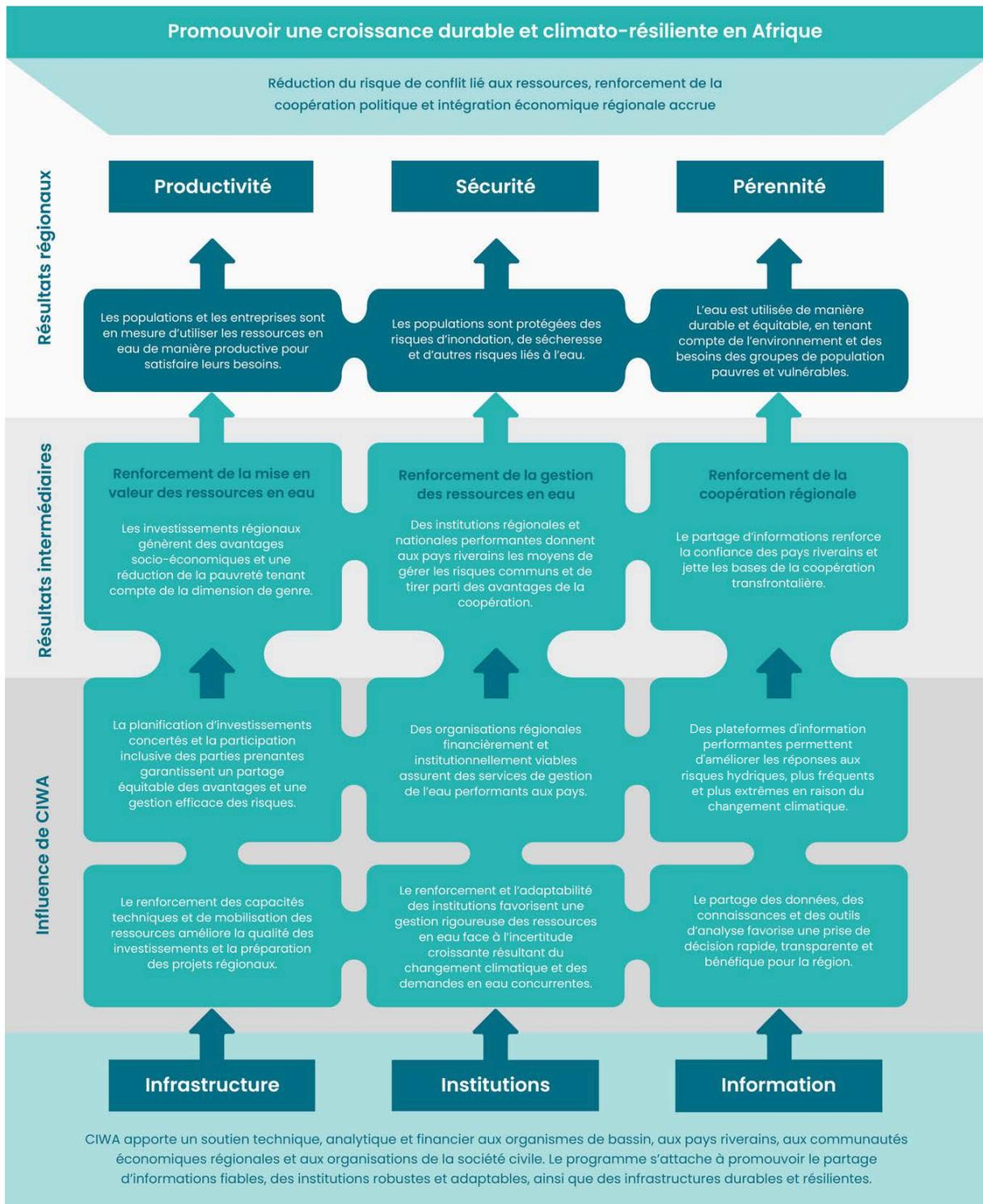


Figure 1. Théorie du changement de CIWA, 2017

Le montant en dollars des activités exécutées par les bénéficiaires constitue la majeure partie du portefeuille cumulé. Elles ont été mises en œuvre par des organismes de bassin, des commissions économiques régionales et des organisations de la société civile dans toutes les régions d’Afrique subsaharienne. Des ressources supplémentaires sont allouées sous forme de financements catalytiques et de services de conseil et d’analyse régionaux afin d’influencer les politiques et d’étayer les programmes.

L’objectif de développement du programme (ODP) est de renforcer la gestion et la mise en valeur concertées des ressources en eau internationales en Afrique subsaharienne en vue de contribuer à une croissance durable résiliente face au climat. L’examen à mi-parcours de 2015 a abouti à la révision du cadre de résultats compatible avec la théorie du changement lancée en 2017 :

Tableau 1. Cadre de résultats de CIWA, 2017

Objectif de développement du programme : Renforcer la gestion et la mise en valeur concertées des eaux internationales en Afrique subsaharienne pour contribuer à une croissance durable climato-résiliente						
Indicateur 1 : Financements en dollars des États-Unis mobilisés pour des projets de gestion et de mise en valeur concertées des eaux internationales catalysés par CIWA.						
Indicateur 2 : Nombre de personnes bénéficiant directement de l’amélioration de la gestion et de la mise en valeur des ressources en eau dans les bassins ciblés grâce aux projets soutenus par CIWA.						
Résultats intermédiaires 1		Résultats intermédiaires 2	Résultats intermédiaires 3		Résultats intermédiaires 4	
Renforcement de l’intégration et de la coopération		Renforcement de la gestion des ressources en eau	Renforcement de la mise en valeur des ressources en eau		Renforcement de la coordination et de la participation des parties prenantes	
R11.1	R11.2	R12.1	R13.1	R13.2	R14.1	R14.2
Nombre d’institutions transfrontalières pertinentes renforcées en vue d’améliorer la coopération régionale.	Nombre d’analyses stratégiques et de produits du savoir utilisés pour exposer les raisons d’être, les besoins et les difficultés de la coopération.	Nombre d’institutions transfrontalières pertinentes ayant accès à de meilleurs outils d’analyse, produits du savoir, données, prévisions, et/ou de plus amples capacités pour renforcer la gestion des risques liés au climat ou à l’eau ou la coordination des opérations d’investissement.	Nombre d’opportunités d’investissement ayant des retombées régionales qui ont été poursuivies grâce au soutien de CIWA.	Nombre d’institutions transfrontalières pertinentes qui ont amélioré leur approche pour la planification d’investissements durables et la préparation d’opérations susceptibles d’être financées.	Nombre de bassins bénéficiant d’un renforcement de la participation de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; pourcentage d’engagements dans le cadre desquels la participation accrue des parties prenantes appuie explicitement la prise en compte de la question de la parité femmes-hommes durant la conception et la mise en œuvre des activités de gestion et de mise en valeur des ressources en eau.	Nombre de bassins pour lesquels le volume des données sur la gestion et la mise en valeur des ressources en eau disponibles dans le domaine public a augmenté.

Impact de CIWA

Les investissements mobilisés par CIWA entre 2011 et 2023 s'élèvent à 6 milliards de dollars et ont bénéficié, selon les estimations, à 15,5 millions de personnes. La valeur totale des investissements induits par le programme (mobilisés et potentiels) dépasse 17 milliards de dollars, soit un montant 1,7 fois supérieur à l'objectif initial de 10 milliards de dollars. CIWA a catalysé six grands projets d'investissement hydroélectriques (dont quatre ont été mobilisés) susceptibles de réduire jusqu'à 26,4 millions de tonnes d'équivalent de dioxyde de carbone (MTCO₂e) par an.

CIWA a joué un rôle essentiel dans le financement de la production et de l'utilisation de la modélisation des bassins versants régionaux africains et des données hydrométriques, des systèmes d'information sur les eaux souterraines et d'autres outils publics de collecte de données. Les opérations et les produits d'analyse ont eu une incidence directe sur les plans d'investissement régionaux (par exemple, le Plan d'investissement pour la résilience climatique du Niger [CRIP], le Programme d'investissement des pays des lacs équatoriaux du Nil [NELIP], l'analyse des opportunités d'investissement multisectoriel de la Commission permanente des eaux du bassin de l'Okavango [OKACOM]) et sur plus de 4,2 milliards de dollars de projets financés par la Banque mondiale.

CIWA a par ailleurs largement contribué au renforcement des capacités et des politiques nationales de base, aux chartes de l'eau, aux capacités techniques régionales, à l'inclusion, à la planification stratégique et à la mobilisation des ressources dans toutes les régions. Au total, 20 institutions régionales d'Afrique subsaharienne ont mis en œuvre les activités du programme et bénéficié de son assistance technique. Des partenariats ont notamment été établis avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), le Discours du bassin du Nil (NBD), l'initiative du bassin du Nil (IBN), la Commission permanente des eaux du bassin de l'Okavango (OKACOM), l'Institut de gestion des eaux souterraines de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC-GMI), l'Autorité du bassin du Niger (ABN), l'Autorité du bassin de la Volta (ABV), la Commission du bassin du Limpopo (LIMCOM), deux conseils de gestion de la zone de conservation transfrontalière (Parfuri-Sengwe et Grand Limpopo), l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS), la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) et la Commission du bassin du lac Victoria (LVBC).

CIWA a catalysé plus de 47 investissements en faveur de l'adaptation au changement climatique et encouragé la coopération régionale pour la réduction des risques d'inondation. Il a également dispensé des formations et apporté son expertise en gestion des ressources en eau aux organismes de bassin afin d'améliorer la résilience des systèmes hydriques face au changement climatique et a soutenu la gestion de l'eau du côté de l'offre en accroissant les capacités de stockage et en améliorant la coopération concernant les ressources en eau partagées.

Au cours de cette période, les projets de CIWA ont donné lieu à des programmes de stages et de jeunes professionnels qui ont contribué de manière active au recrutement de femmes et de personnes touchées par la fragilité, les conflits et la violence (FCV) et ont permis de garantir une représentation plus équitable dans le secteur de l'eau, fortement dominé par les hommes. Ces mesures ont bénéficié à des ressortissants de plus de 20 pays, parmi lesquels environ un tiers étaient des femmes.

Lors du deuxième examen à mi-parcours (2022), CIWA avait déjà intégré les enseignements tirés de l'examen à mi-parcours de 2015, tout en s'adaptant aux évolutions du contexte, à de nouvelles opportunités et aux attentes de ses clients. La première décennie du programme a permis aux parties prenantes d'orienter les activités de CIWA afin de le rendre plus efficace à plusieurs niveaux, ce qui lui a permis d'atteindre ses résultats, ses cibles et de mener à bien ses programmes. Pour renforcer encore son action, il a été nécessaire de créer une nouvelle réserve de projets et de repenser la conception des programmes, afin de mieux mettre à profit l'avantage comparatif de CIWA dans la promotion d'une coopération régionale durable pour la gestion et la mise en valeur des ressources en eau. En 2024, la Banque mondiale et les partenaires de CIWA (le Conseil consultatif) ont prorogé le Fonds fiduciaire multidonateurs CIWA jusqu'en 2031, ce qui coïncide avec la nouvelle réserve de projets approuvée par le Conseil consultatif. La réserve de projets de CIWA 2.0 ouvre des perspectives intéressantes pour tirer parti des résultats obtenus durant les dix premières années du programme et approfondir les avantages de la coopération régionale en renforçant les partenariats institutionnels et ceux établis au niveau des bassins. Pour autant, 90 % des nouveaux projets nécessiteront un financement supplémentaire sur le long terme.

Le résumé de l'examen à mi-parcours de 2022 présenté ci-après décrit le contexte dans lequel a été élaboré CIWA 2.0 et explique comment celui-ci est pris en compte dans la nouvelle version de la théorie du changement et du cadre de résultats.

Examen à mi-parcours 2022 :

L'examen à mi-parcours 2022 de CIWA s'est appuyé sur 112 consultations auprès de parties prenantes et 6 études de cas pour évaluer l'impact du programme et formuler des recommandations clés. Il en ressort que, tant dans son objectif que dans sa conception, le programme a assuré un appui financier et technique, fondé sur les connaissances, particulièrement adapté aux besoins à l'échelle des régions et des pays africains. Le rapport souligne la pertinence de la contribution de CIWA à la mise en œuvre des stratégies d'intégration régionale de la Banque mondiale (Stratégie de la Banque mondiale pour l'Afrique 2019-2023 et Stratégie actualisée d'aide à l'intégration et à la coopération régionales 2021-2023), l'eau jouant un rôle essentiel dans le rapprochement des populations et des pays. L'examen met également en évidence la grande souplesse et l'adaptabilité du partenariat, qui intervient dans de nombreux pays et propose des financements polyvalents permettant de répondre aux besoins émergents. Bien que son action soit particulièrement axée sur les activités régionales, cette flexibilité lui permet d'apporter un soutien ciblé à certains pays à faibles capacités afin de favoriser leur participation à la gestion des eaux transfrontalières. Enfin, le modèle d'intervention de CIWA repose sur un engagement à long terme, caractéristique essentielle à l'obtention de résultats dans des contextes de FCV (même si ceux-ci commencent tout juste à se manifester dans certains cas).

L'examen à mi-parcours a également montré que le fait que CIWA soit le seul fonds fiduciaire régional de la Banque mondiale consacré aux eaux transfrontalières en Afrique lui confère une position unique et bien définie. Il dispose d'un avantage comparatif évident dans le domaine du renforcement des capacités et du développement institutionnel et, contrairement à de nombreux autres partenaires de développement, permet de prendre en charge les coûts de base en plus des coûts du projet. Enfin, les nombreux réseaux tissés par CIWA dans la région lui donnent un avantage comparatif, bien que les partenariats noués avec les organisations de la société civile fluctuent d'un bassin à l'autre et que ceux conclus avec le secteur privé restent limités.

L'examen à mi-parcours de 2022 a donné lieu à 11 grandes recommandations, dont trois concernaient la conception du programme :

- **La théorie du changement et le cadre de résultats de CIWA doivent être affinés.** Le cadre de résultats doit tenir compte des résultats régionaux et des indicateurs associés aux résultats intermédiaires et permettre de mesurer non seulement les processus, mais aussi les résultats obtenus. La théorie du changement doit intégrer des éléments descriptifs complémentaires et/ou plus nuancés concernant les trajectoires menant à des résultats relevant de sa sphère d'influence, afin de refléter la vision de CIWA, y compris les différentes approches de la collaboration régionale en matière de mise en valeur et de gestion des ressources en eau. Il convient de l'approfondir afin d'intégrer des modalités de coopération plus ciblées dans le domaine de l'eau, ainsi que d'identifier les trajectoires envisageables et les résultats attendus au regard des évolutions, tout en précisant les hypothèses et les risques sous-jacents. Il importe que la théorie du changement reflète davantage l'accent mis par le programme sur les priorités transversales et que le cadre de résultats tienne compte des priorités et des résultats en matière de communication. CIWA doit déterminer si l'élaboration de la théorie du changement et du cadre de résultats doit s'accompagner d'un indicateur de développement approprié.
- **Il importe que CIWA suive la mise en œuvre effective des politiques, stratégies, cadres et plans soutenus par le programme afin de comprendre dans quelle mesure ceux-ci concourent à l'instauration d'un environnement plus propice à la coopération régionale et à la planification de la gestion des ressources en eau.** Il est nécessaire que CIWA montre en quoi ses activités ont contribué³ à la gestion et à la mise en valeur des ressources en eau pendant toute la durée de ses interventions, et ce au-delà des projets individuels. Il s'agit, par exemple, de préciser les liens existant avec des projets ou des investissements influencés par ses activités.
- **CIWA doit élargir la gamme de ses partenaires. Plus précisément, il importe qu'il établisse des partenariats avec un plus grand éventail d'acteurs nationaux, au-delà des seuls ministères chargés de l'eau.** Il doit par ailleurs rechercher et saisir les occasions de collaborer avec le secteur privé et les organisations de la société civile dans tous les bassins et toutes les régions, en mettant à profit la solide expérience acquise dans le bassin du Nil, afin d'atteindre ses objectifs multisectoriels et multipartites.

Le programme CIWA 2.0 ci-dessous tient compte de ces recommandations, de la réserve de projets approuvée par le Conseil consultatif et des priorités des clients.

CIWA 2.0

CIWA œuvre en faveur d'une distribution de biens publics régionaux dans le but de promouvoir la prospérité sur une planète vivable. Assurer une gestion concertée des eaux transfrontalières est une condition nécessaire à l'obtention de biens publics régionaux essentiels tels que la prévention des conflits, la protection de la biodiversité et la résilience climatique ainsi qu'à la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD) concernant le développement économique, la réduction de la pauvreté, et la santé humaine. Les défis régionaux (tels que le changement climatique, la croissance démographique et les migrations) qui exercent une pression sur les biens publics régionaux appellent des solutions régionales.

Ce qui ne change pas

CIWA a pour objectif d'aider les pays à utiliser leurs ressources en eau transfrontalières de manière productive et équitable, à protéger les populations et les biens contre les chocs liés à l'eau et à garantir la pérennité de cette ressource. Le programme encourage la poursuite d'une démarche concertée de gestion des risques communs et de partage des avantages socio-économiques, qui offre aux pays la possibilité de réduire les conflits liés aux ressources et de renforcer l'intégration régionale, autant d'éléments favorisant une croissance économique durable, la réduction de la pauvreté et la résilience face au changement climatique.

- L'objectif de développement du programme est de renforcer la gestion et la mise en valeur concertées des eaux internationales en Afrique subsaharienne en vue de contribuer à une croissance durable résiliente face au climat.
- Les résultats régionaux et les indicateurs de vision connexes de CIWA restent inchangés : i) réduire les risques de conflits liés aux ressources, ii) améliorer la coopération, iii) renforcer l'intégration économique, iv) permettre aux populations et aux entreprises d'utiliser les ressources en eau pour satisfaire leurs besoins, v) renforcer la résilience face aux inondations, aux sécheresses et aux autres dommages liés à l'eau, et vi) utiliser l'eau de manière durable et équitable pour le bien de l'environnement et des populations.
- Les définitions des indicateurs de l'objectif de développement du programme restent inchangées, mais ces derniers seront désormais ventilés par type d'investissement et par résultat. Ainsi, si CIWA communique des informations sur un investissement mobilisé pour la réhabilitation d'un bassin versant, il indiquera l'estimation du nombre d'hectares de zones terrestres ou aquatiques protégées et suivra les résultats obtenus au regard de la résilience climatique.
- Le cadre de résultats 2.0 reprend tous les indicateurs de résultats intermédiaires de 2017, sans nécessairement les reproduire mot pour mot, mais les méthodologies, les définitions et la ventilation ont été modifiées.
- Les activités exécutées par les bénéficiaires resteront majoritaires dans le portefeuille de CIWA.

Six façons dont CIWA évolue

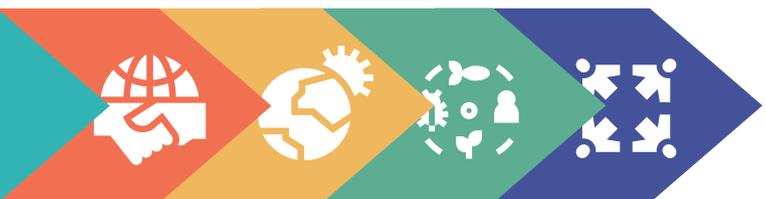
1 Nouvelle orientation stratégique

CIWA doit recentrer son approche afin de maximiser l'impact du programme sur les investissements. Pour ce faire, il doit concilier les travaux de diagnostic — portant sur les quatre thèmes transversaux que sont la biodiversité, la résilience climatique, la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale (GESI), ainsi que le soutien aux contextes de fragilité, de conflit et de violence (FCV) — avec les programmes de prêts déjà prévus, notamment les investissements régionaux dans la gestion des ressources en eau. Les activités doivent être alignées sur le portefeuille d'opérations de prêt en préparation de la Banque mondiale. Cette stratégie repose sur l'objectif principal de CIWA : créer un environnement propice à une coopération à long terme, essentielle à la réussite des investissements pour la gestion des ressources en eau au niveau régional. Ces investissements, qui permettront de produire des avantages équitables et d'utiliser l'eau de manière productive, se traduiront par les résultats régionaux susmentionnés.

2 Renforcement des stratégies en matière de FCV, de GESI, de biodiversité et de résilience au changement climatique et de leur utilisation.

CIWA 2.0 tire parti des avancées enregistrées dans les quatre thèmes transversaux qui constituent les trajectoires de changements visant à produire des résultats dans les trois I (institutions, information, investissements). Chaque investissement devra donc produire des résultats fondamentaux se rapportant à une ou plusieurs de ces trajectoires. Si aucun secteur transversal fondamental n'était prévu dans le programme initial de CIWA, ceux-ci constituent désormais des thèmes majeurs afin de répondre à la demande des clients. Le programme dispose donc désormais d'un cadre FCV, d'un cadre GESI, d'un cadre de biodiversité et d'une évaluation de la résilience climatique pour l'ensemble du programme. Les cadres consacrés à la GESI et à la biodiversité définissent des théories du changement et des cadres de résultats subsidiaires qui informent la théorie du changement et le cadre de résultats de CIWA et qui s'y rattachent. Le cadre FCV et l'évaluation de la résilience climatique ne disposent pas de théorie du changement ou de cadre de résultats propres, mais sont utilisés pour créer des trajectoires de changements dans la théorie du changement de CIWA 2.0.

La nouvelle théorie du changement de CIWA 2.0 présente la FCV, la GESI, la biodiversité et la résilience climatique comme les leviers permettant de générer un impact sur les trois I.



3 Diversification du portefeuille d'investissement

L'accent mis à l'origine par CIWA sur son troisième pilier, à savoir les infrastructures, et plus particulièrement les infrastructures grises (principalement les grands barrages), s'avère trop étroit pour répondre aux besoins actuels du continent et porte désormais plus largement sur les investissements. Les activités du programme CIWA 2.0 sont conçues pour induire des investissements plus variés couvrant la gestion des ressources en eaux souterraines, les solutions fondées sur la nature, la biodiversité, les moyens de subsistance et l'emploi. Ce changement n'a pas pour but de retirer les grands barrages ou autres infrastructures grises du portefeuille de CIWA, mais plutôt de tenir compte du fait que les besoins en investissements varient selon les bassins ou aquifères et que la solution à l'insécurité hydrique passe par la constitution d'un portefeuille diversifié et optimisé à l'échelle régionale. La plupart des pays disposent de ressources limitées et doivent donc chercher des moyens efficaces d'augmenter leur capacité de stockage. Il peut s'agir d'exploiter et d'optimiser les ressources naturelles de stockage, d'évaluer les possibilités de remise en service, de réhabilitation ou de modernisation des installations de stockage existantes, de construire de nouveaux ouvrages, de réformer la gestion du stockage (par exemple en investissant dans des institutions chargées de mieux gérer ce dernier) et d'envisager des solutions de remplacement, comme la gestion de la quantité d'eau utilisée ou encore des solutions de substitution telles que la réutilisation des eaux usées.

4 Extension de la sphère d'influence et mise à profit des projets régionaux

La capacité d'adaptation et la souplesse avec lesquelles CIWA établit des partenariats sont parmi ses principaux atouts. Le renforcement des résultats obtenus par le programme dépend néanmoins de l'octroi de financements et de prêts supplémentaires de l'IDA. Conformément au premier changement, CIWA s'est engagé à renforcer ses résultats et à veiller à la mobilisation de ses investissements, notamment au moyen de prêts de la Banque mondiale ou d'autres sources de financement. Toutefois, jusqu'à récemment, l'IDA n'a accordé que peu de financements en faveur de l'intégration régionale à des projets dans le secteur de l'eau. La Banque mondiale finance actuellement (au travers de fonds d'intégration nationaux et régionaux) deux grandes approches-programme à phases multiples induites par CIWA : le Programme régional sur la mise en valeur des eaux souterraines pour la résilience de la Corne de l'Afrique (GW4R) et le Programme régional de résilience climatique (RCRP). La réserve de projets de financement de l'intégration régionale s'est élargi pour inclure deux autres programmes (le programme Développement, résilience et valorisation des eaux transfrontalières de l'Afrique de l'Ouest [DREVE] et le programme d'assainissement du bassin du lac Victoria) qui ont été fortement influencés par CIWA. CIWA 2.0 accordera la priorité aux activités susceptibles d'être rapidement développées au moyen de prêts en préparation.

5 Renforcement de l'approche ascendante

CIWA doit réaffirmer son engagement en faveur du principe de subsidiarité et déployer de plus amples efforts pour davantage associer les populations locales et la société civile à l'instauration de la paix, la gestion et à la sécurité des ressources en eau, ainsi qu'à la diffusion dans le public d'informations sur la résilience climatique et les biens publics régionaux. Le programme se distingue par la diversification de ses partenariats et l'intégration verticale de ses parties prenantes. CIWA appuie le Discours du bassin du Nil au travers de financements exécutés par la Banque mondiale et par les bénéficiaires depuis plus de dix ans. En 2022, il a entamé des démarches pour élargir cette collaboration avec la société civile en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. Le récent soutien apporté au titre des approches-programmes à phases multiples a permis de mener des activités de mobilisation communautaire en faveur de la gestion des eaux souterraines dans les zones frontalières de la Corne de l'Afrique et d'un nouveau programme mené en Afrique australe dans le cadre du Programme régional de résilience climatique, qui prévoit la mise en place d'une plateforme régionale de coopération communautaire pour la préparation aux inondations.

Développement régional climato-résilient et inclusif

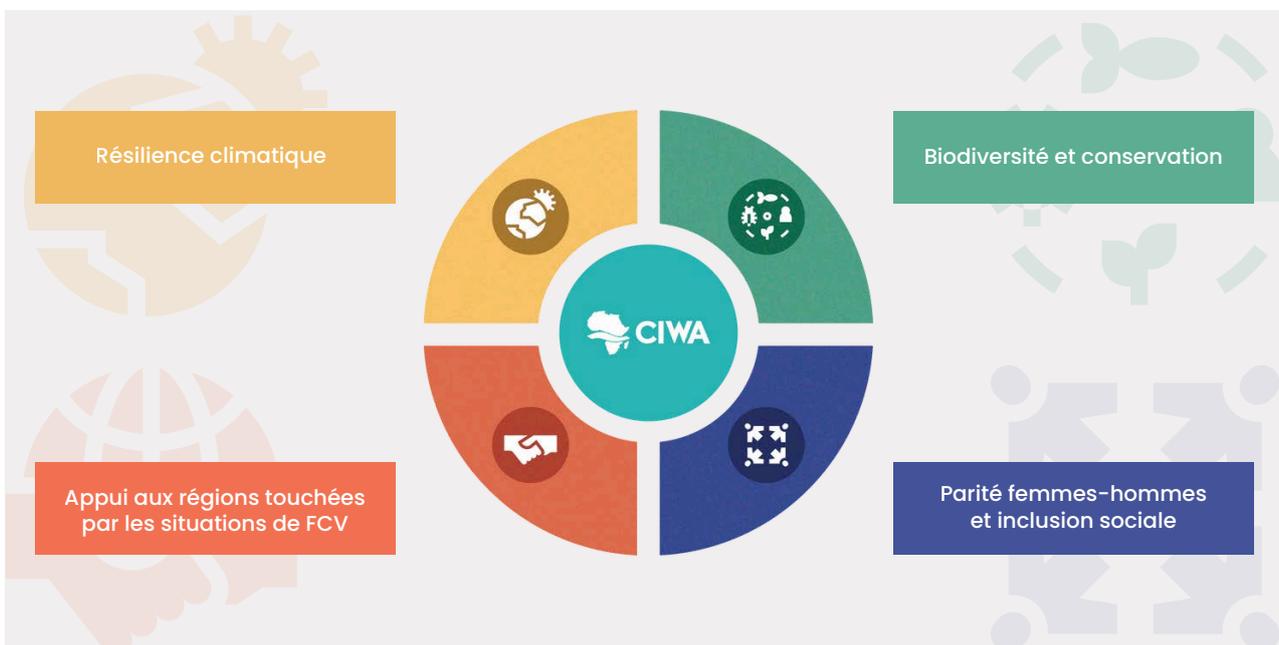


Figure 2. Trajectoires de CIWA menant à des résultats

Révision de la théorie du changement, du suivi et de l'évaluation, ainsi que de la communication des informations.

Bien que l'examen à mi-parcours souligne que la théorie du changement de 2017 reste globalement pertinente et efficace pour décrire les trajectoires menant à des résultats, CIWA 2.0 propose des trajectoires de changement et des résultats plus ciblés, tout en précisant les hypothèses et les risques sous-jacents et en reflétant mieux l'accent mis par CIWA sur les priorités transversales.

La théorie du changement de CIWA 2.0 place ainsi les secteurs transversaux au coeur des trajectoires à suivre pour obtenir les résultats régionaux souhaités (figure 2). Cette nouvelle formulation vise également à s'aligner, dans la mesure du possible, sur la nouvelle fiche de performance de la Banque mondiale.

La nouvelle fiche de performance de la Banque mondiale pour les exercices 2024-2030 évalue les résultats au regard du contexte du développement des pays clients. La théorie du changement et son cadre de résultats 2.0 de CIWA ont été modifiés afin de refléter les principes de la fiche de performance du Groupe de la Banque mondiale. Cette dernière s'articule autour de quatre grandes catégories d'indicateurs : les indicateurs de vision, les indicateurs de l'environnement des clients, les indicateurs de résultats de la Banque mondiale et les descriptions des résultats. Les indicateurs de vision, qui reflètent la nouvelle vision de la Banque mondiale, témoignent de son ambition et définissent des mesures de haut niveau permettant d'évaluer l'orientation et le rythme des progrès réalisés dans le cadre des efforts menés pour relever les défis mondiaux. Les indicateurs de l'environnement des clients se rapportent à la situation des pays clients, notamment les aspects multidimensionnels de la pauvreté et sont alignés sur les objectifs de développement durable. En outre, les indicateurs de résultats quantitatifs de la Banque mondiale ne permettent pas à eux seuls de dresser un état complet des résultats. Les descriptions des résultats complètent les indicateurs en établissant un lien entre les résultats obtenus et ceux, plus généraux, influencés par la Banque mondiale, ainsi que ceux des activités menées avec IFC et la MIGA.

Les descriptions de résultats mettent en évidence les opérations marquantes financées par CIWA en faveur des réformes politiques, du renforcement des institutions et d'autres résultats induits par ses activités. Les indicateurs de processus et de résultats de CIWA mesurent les résultats qui peuvent être directement attribués à ses différentes opérations, tandis que les indicateurs d'impacts et de résultats de plus haut niveau évaluent généralement la mesure dans laquelle CIWA a contribué à l'obtention du résultat.

Les théories du changement du Cadre pour la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale et du Cadre pour la biodiversité et sa conservation classent les résultats en fonction des trois grands domaines du programme (investissements, information et institutions, c'est-à-dire les « trois i ») et selon qu'ils découlent d'une intervention directe ou indirecte de CIWA. Aucune théorie du changement particulière n'est établie pour le Cadre pour les situations de fragilité, de conflits et de violence et l'évaluation de la résilience climatique, mais la théorie du changement et le cadre de résultats de CIWA 2.0 couvrent les actions et les résultats pertinents dans ces domaines. La figure 3 présente les trajectoires menant à des résultats de CIWA et décrit comment ceux-ci sont mesurés par rapport à chacun des trois « I ».

Le rapport annuel de CIWA pour l'exercice 2024 précise en quoi le travail réalisé par CIWA dans les domaines de la résilience climatique, de la biodiversité et de la conservation, de la parité femmes-hommes et de l'inclusion sociale et de l'appui aux régions touchées par la fragilité, les conflits et la violence (FCV) s'inscrit dans la théorie du changement et le cadre de résultat de CIWA 2.0.

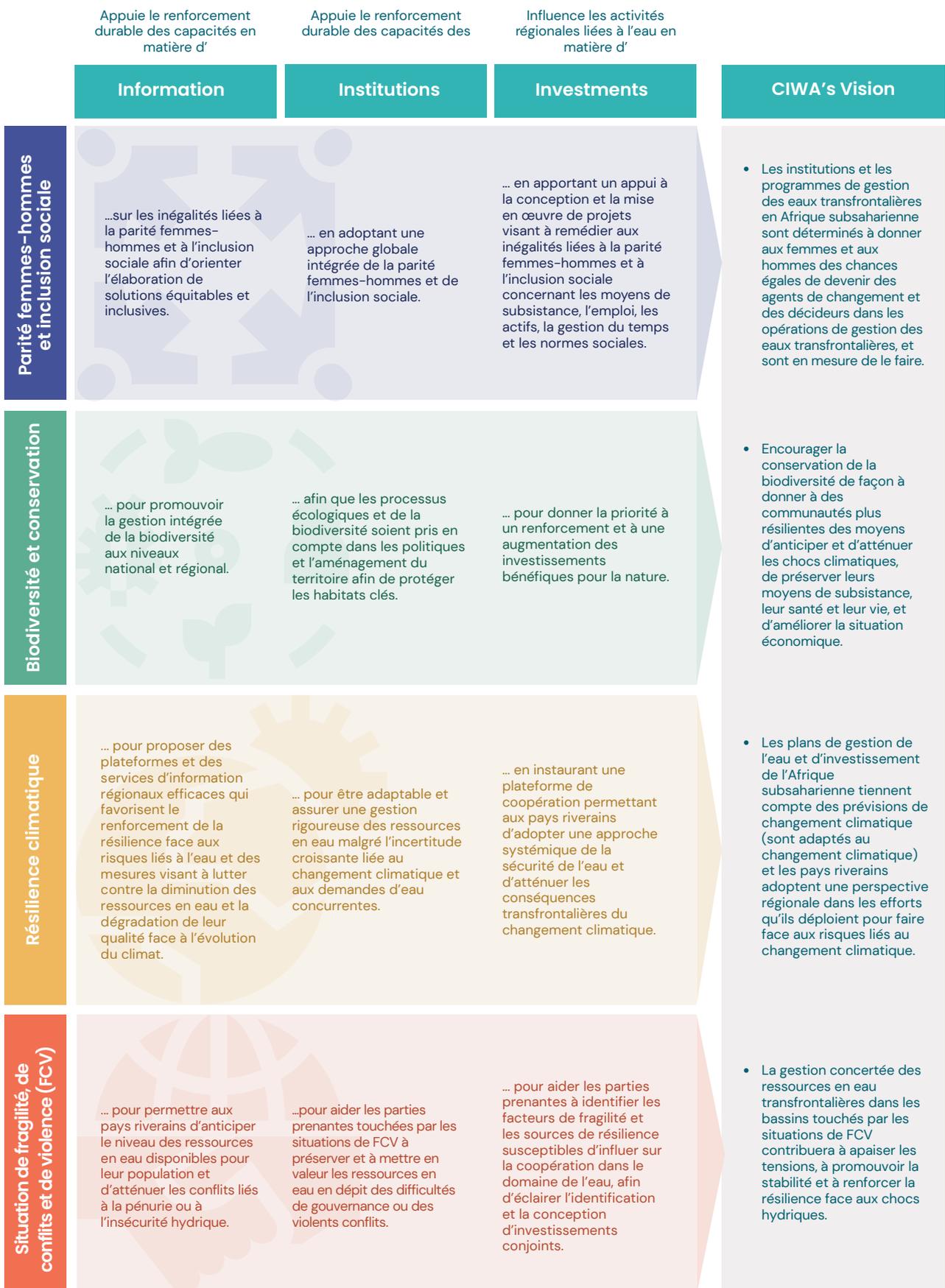


Figure 3. Théorie du changement de CIWA 2.0



@CIWaprogram



www.ciwaprogram.org/fr



linkedin.com/company/cooperation-in-international-waters-in-africa

 Austrian
Development
Cooperation



Cofinancé par
l'Union européenne



MINISTRY OF
FOREIGN AFFAIRS
OF DENMARK
Danida



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands



Norwegian Ministry
of Foreign Affairs



Sweden
Sverige



UKaid
from the British people